

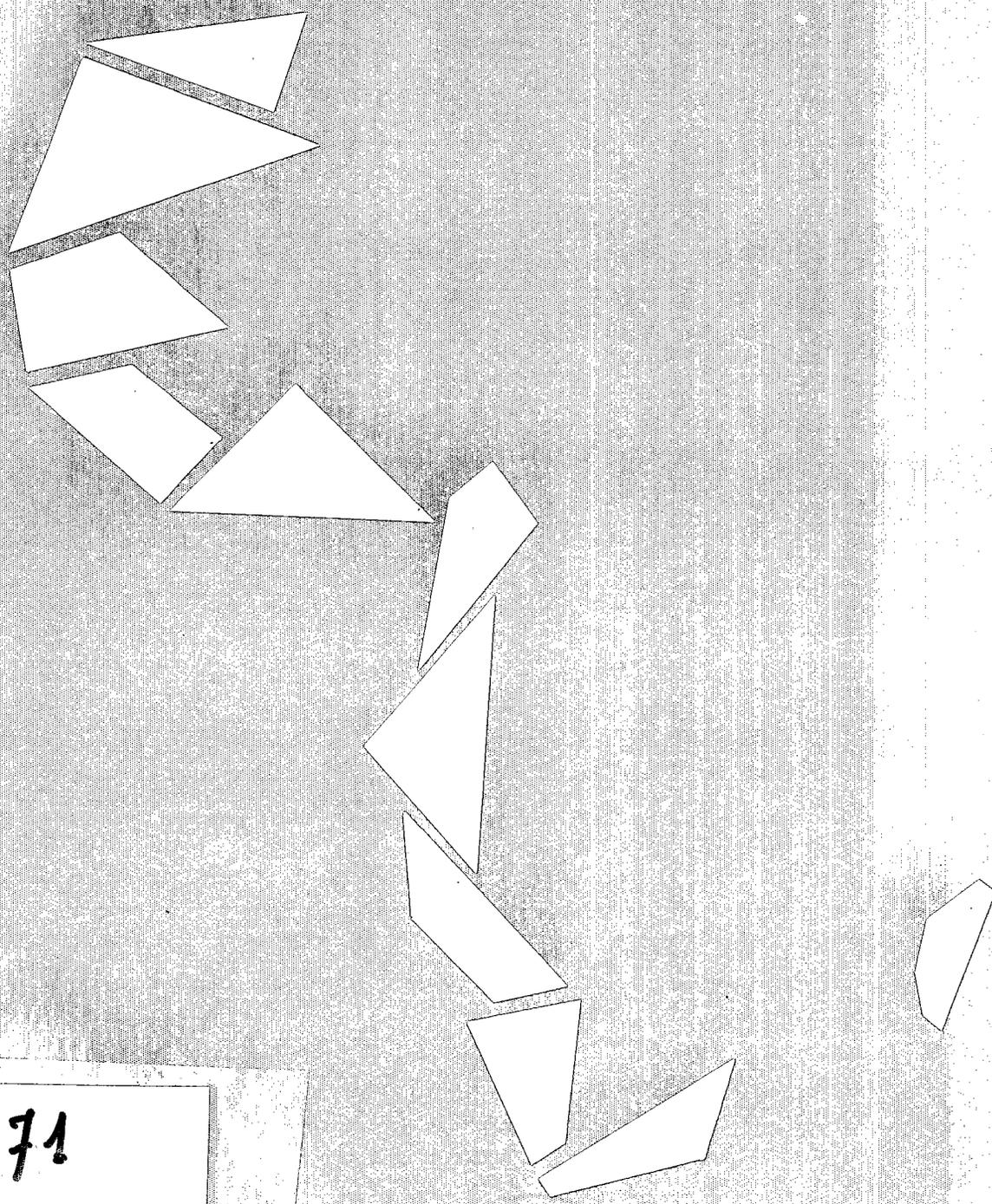
15 FEV 1974

bulletin de

stateco

LIAISON

DÉCEMBRE 1973
N° 4



B 92171

S O M M A I R E

N° 4 - DECEMBRE 1973

	<u>Pages</u>
- Avant-propos.....	1
<u>1er PARTIE : PROBLEMES DE COMPTABILITE NATIONALE</u>	
. Philippe COUTY : Comptabilité Nationale et enquêtes sur la fonction commerciale dans les pays moins développés.....	3
. Jacques DANIEL : Réflexions sur la note de Ph. COUTY.....	21 X
. Henri RAYMOND : Comptabilité Nationale et réalités socio-économiques du monde rural en Afrique Noire.....	31
<u>2ème PARTIE : L'EVALUATION DES PROFITS</u>	
. Michel GAUD : Quelques réflexions sur les limites des techniques statistiques et économiques, notamment en ce qui concerne les études de projet.....	55
. Jacky BATHANY : Note bibliographique sur les méthodes d'évaluation des projets.....	69



AVANT-PROPOS

Les articles qui vous sont proposés dans ce 4ème numéro de "STATECO" tendent à poursuivre l'effort de réflexion sur les techniques statistiques et économiques qui est l'objet principal de cette publication.

Le lecteur trouvera d'abord une série de trois articles consacrés à l'adaptation de la comptabilité nationale aux conditions particulières des économies africains et malgache.

Le premier reprend le texte d'une conférence donnée par Philippe COUTY, chercheur de l'ORSTOM, dans le cadre du stage de recyclage du GEID qui s'est déroulé à Munich de Mars à Juin 1973 et qui était consacré à la comptabilité nationale. Cette conférence évoque les problèmes soulevés par le traitement des opérations commerciales, et spécialement de celles relevant du commerce dit "traditionnel" dans les comptes nationaux.

Cet article a appelé une réponse de Jacque DANIEL, qui a séjourné pendant 8 ans au Mali comme assistant technique. Sa note a pour but d'exposer les méthodes qui ont été utilisées au Mali dans le domaine traité par Philippe COUTY.

Enfin, Henri RAYMOND, directeur d'études à la SEDES livre une partie de ses réflexions sur l'impossibilité qui existe actuellement de traduire la réalité socio-économique du monde rural dans le cadre comptable classique. Ses propositions imposeraient de raffiner sensiblement l'analyse qui sous-tend l'établissement de ce cadre. Son article, comme celui de Philippe COUTY correspond à un exposé fait à Munich.

Débordant le problème de la comptabilité nationale, Michel GAUD, du Secrétariat d'Etat français aux Affaires Etrangères, se pose la question des limites à l'utilisation de techniques statistiques et économiques. Il s'efforce de mettre en évidence que l'utilisation de ces techniques est parfois ambiguë car elle conduit à faire des choix qui devrait normalement relever des autorités politiques. Les réflexions de Michel GAUD s'appuient notamment sur les méthodes de choix de projet couramment employées de nos jours.

La dernière contribution à ce numéro de "STATECO", due à Jacky BATHANY, du Secrétariat d'Etat français aux Affaires Etrangères fournit un certain nombre d'éléments bibliographiques sur les techniques d'évaluation de projet. On y trouvera répertoriés, et commentés, les principaux ouvrages ou articles relatifs à la "méthode des effets" et à celle des "prix de référence".

COMPTABILITE NATIONALE ET ENQUETES SUR LA
FONCTION COMMERCIALE DANS LES PAYS MOINS DEVELOPPES
par Philippe COUTY

Parmi les enquêtes économiques et statistiques, il en est qui portent sur la production, sur la consommation (budgets familiaux), mais aussi sur la fonction commerciale ou encore, si l'on préfère, sur les activités qui relient la production et la consommation. Dans tous les cas, l'objet de ces enquêtes peut être double :

- Ou bien répondre à un désir de connaissance scientifique désintéressée ;
- Ou bien satisfaire le souci d'information pratique manifesté par des utilisateurs privés (études de marché) ou publics (planificateurs, responsables de la politique économique).

Les deux aspects sont d'ailleurs liés, mais le second est essentiel. La science économique, discipline pragmatique par excellence, ne progresse que lorsqu'elle s'attache à résoudre des problèmes concrets tels que le chômage, l'inflation, le sous-développement, etc.

Dans cette relation entre enquêtes économiques et utilisateurs de ces enquêtes, où placer la comptabilité nationale ? Elle fournit un mode de présentation des données qu'apportent les enquêtes et que leurs utilisateurs préfèrent trouver rassemblées dans un cadre global de cohérence. Mais les enquêtes n'ont pas pour but l'édification d'une comptabilité nationale, et l'édification d'une comptabilité nationale ne saurait constituer une fin en soi. La comptabilité nationale - et les résultats d'enquête qu'elle présente - trouvent leur signification dans les besoins des utilisateurs.

Si ces besoins, et en particulier si les besoins des planificateurs, diffèrent selon les stades de développement, les options politiques, les objectifs de croissance, on est en droit de penser que la consistance des enquêtes devra varier en conséquence. Corrélativement, la présentation des résultats dans une comptabilité nationale s'adaptera aux situations décrites et aux besoins ressentis, au lieu de se conformer quelque peu artificiellement à un modèle unique.

L'exposé qui suit (1) a pour but de montrer que les enquêtes sur la fonction commerciale dans les pays moins développés peuvent sembler remettre en cause certaines hypothèses adoptées explicitement ou implicitement par les comptables nationaux. Néanmoins, les résultats de ces enquêtes gagnent à être présentés et regroupés dans un cadre global qui leur donne une véritable signification économique.

1 - LES ENQUÊTES SUR LA FONCTION COMMERCIALE

De longs développements seraient nécessaires pour décrire ce qu'on trouve dans les enquêtes sur la fonction commerciale, soit qu'au reste au plan des phénomènes immédiats (circuits commerciaux, marges etc.), soit qu'on cherche à reconstituer la réalité fondamentale des systèmes économiques. Dans ce bref aperçu, il suffira de noter que les enquêtes mettent l'accent sur différents aspects de la fonction commerciale, et aussi qu'elles ont des objectifs assez divers.

1.1. Aspects retenus

- L'aspect physique est primordial. Les enquêtes s'attachent à décrire l'appareil commercial et à mesurer les flux. Elles accordent une grande importance à la typologie des produits commercialisés. A partir de différences physico-chimiques primitives (natron blanc et noir, pourcentage de lipides dans le poisson) ou de particularités dues aux procédés de transformation, elles mettent en évidence l'immense variété des produits africains et la difficulté de leur regroupement dans les catégories significatives.

(1) Ce texte reprend, sous une forme très abrégée, des exposés faits à la demande du S.E.A.E. devant des comptables nationaux et des statisticiens africains et malgaches, au cours d'un stage organisé par la Carl Duisberg Gesellschaft de Munich en juin 1973.

- Aspect sociologique et institutionnel.

Quels sont les agents, les groupes et les systèmes sociaux impliqués dans la création collective permanente d'un circuit commercial ? Sous quelle forme institutionnelle s'exprime leur affrontement et leur collaboration ? Comment se manifeste l'intervention de l'Etat ?

- Aspect économique.

Grâce à une série parfois très longue de transactions, la marchandise est mise à la disposition des consommateurs au moment, à l'endroit et sous la forme qui leur conviennent. Cette prestation de services entraîne certains coûts généralement mesurables en monnaie. A ces coûts (frais de distribution) s'ajoute une marge nette qui représente la rémunération du commerçant. L'ensemble constitue la marge brute, contrepartie monétaire de la différence de valeur qui caractérise le produit suivant qu'il incorpore ou non des services de distribution. Ainsi apparaît l'idée de rapport entre un coût (celui des services rendus) et un avantage (celui de pouvoir disposer (1) du produit).

L'information sur ces différents aspects de la réalité est obtenue essentiellement grâce à une collection de transactions datées, localisées, assorties de toutes indications utiles sur les agents concernés. Le problème est de saisir ces transactions à tous les échelons d'un circuit dont certaines parties peuvent être clandestines, et dont les agents sont en général très discrets. C'est aussi d'obtenir un échantillon représentatif permettant l'agrégation des données (par pondération en fonction des quantités).

(1) Dans les 2 sens du mot : la distribution sert le consommateur qui achète le produit, mais aussi le producteur qui l'écoule.

Ensuite, il est toujours nécessaire de simplifier les renseignements recueillis, mais sans effacer des catégories économiquement significatives :

- soit au niveau de la distribution elle-même (quel est le coût de la distribution pour tel ou tel produit ?) ;
- soit au niveau de l'activité économique globale : le prélèvement de profits "exagérés" par certains groupes sociaux peut avoir des effets positifs s'il y a investissement ultérieur dans des activités de production...

1.2. Objectifs

Du point de vue qui nous intéresse, ces enquêtes apparaissent plus ou moins orientées vers les besoins de la politique ou de la planification économique ; en conséquence, leurs résultats se prêtent différemment à la présentation dans une C.N.

Une enquête de 1968 sur la commercialisation des produits manufacturés à Madagascar (BDPI, INSRE, ORSTOM) adopte explicitement une perspective globale. L'un des rapports s'intitule : Document de travail pour un éventuel Tableau Général du Commerce Malgache. Dans un cas de ce genre, le passage à la C.N. se fait presque de lui-même,

D'autres enquêtes répondent à la fois au souci d'informer les gouvernements sur des points jugés importants, et au désir de faire avancer la connaissance scientifique. Exemple : les enquêtes de W.O. Jones et du Stanford Food Research Institute sur le commerce des produits vivriers en Sierra Leone, Nigéria et Kenya (synthèse publiée en 1972).

La plupart des enquêtes sont lancées parce que les autorités veulent réaliser des améliorations dans un secteur de la production ; il est alors naturel de se préoccuper des moyens d'écouler le produit. Exemples :

- Enquête ORSTOM sur le commerce du poisson dans le Nord du Cameroun, 1964, pour appuyer la création d'une coopérative de pêcheurs.
- Enquête ORSTOM et CIFT sur le commerce du poisson au Tchad, pour préparer la mise en valeur du lac Tchad (1965)
- Enquête FAO et ORSTOM sur le commerce du poisson à Madagascar (1969), pour préparer le développement des pêches maritimes à Madagascar...

Ces objectifs très divers, et quelquefois très partiels, donnent une littérature disparate cadrée à la fois sur un produit (ou un type de produits) et une région plus ou moins étendue ; quelquefois, mais plus rarement, sur une catégorie de commerçants.

La plupart des rapports manifestent trois ordres de préoccupations : décrire et mesurer les phénomènes, évaluer l'efficacité du système, proposer des mesures pour l'améliorer. Le tableau ci-joint croise ces trois types de préoccupations avec les trois aspects des enquêtes signalés plus haut (physique, sociologique/institutionnel, économique) et fournit de la sorte une description schématique mais à peu près complète du contenu courant des enquêtes.

Aspects Objectifs	PHYSIQUE	SOCIOLOGIQUE/INSTITUTIONNEL	ECONOMIQUE
Description:	<ul style="list-style-type: none"> - quantités produites et commercialisées (contrôlées et non contrôlées variation saisonnière localisation des zones de production) - Catégories et qualités, procédés de transformation, conditionnement, stockage etc. - Infrastructure de transport et commerciale - Poids et mesures - Cartographie des flux : distances parcourues, - Organisation des circuits (collecte, regroupement, stockage, points d'éclatement, points de vente détail) 	<ul style="list-style-type: none"> - Agents de la collecte et de la distribution (ethnies, organisation sociale, etc) - Crédit - Spécialisation et hiérarchie - Pratiques restrictives (monopoles etc.) - Contrôle de l'Etat - Office de commercialisation, Coopératives etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des prix à la production - Marges brutes et frais de distribution aux différents stades - Concentration et concurrence - Origine et coût du capital commercial - Destination des profits (investissement ?) - Information commerciale et couverture des risques - Prélèvements de l'Etat (fiscalité)
Evaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Constatation de non-communication entre Zones de production et Zones de consommation effectives ou potentielles - Insuffisance des installations (volume, aspect sanitaire...) - Insuffisance du matériel de transport, d'emballage etc. - Défauts techniques de transformation, conditionnement, stockage, (pertes par insectes, humidité) etc. 	<p>Adaptation ou inadaptation des institutions modernes et coutumières</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux réalités socio-politiques en évolution - aux intérêts économiques en présence 	<ul style="list-style-type: none"> - A court terme : le marché parvient-il à répartir facteurs de production et produits commercialisés dans le temps et dans l'espace (national et extérieur) en fonction de l'information disponible ? A quel coût cette fonction est-elle remplie ? TEST : les <u>prix</u> réagissent-ils rapidement et correctement aux variations de l'offre et de la demande dans le temps et dans l'espace ? - A long terme : les profits commerciaux éventuel sont-ils la base d'une accumulation productive ?
Mesures d'amélioration	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'infrastructures nouvelles (routes, etc) - Mesures techniques : désinsectisation, emballages plastique, transformation améliorée... (au niveau de l'intervention localisée ou de la planification globale) 	<ul style="list-style-type: none"> - Création, modification de coopératives, organisme dotés de monopole etc. etc. - Interventions en matière de crédit - Changement d'ordre politique 	<ul style="list-style-type: none"> - Interventions sur les cours des produits { Stockage et régularisation réglementa- tion des prix - Incitations à la concurrence ou aux pratiques de monopole - Prêts sélectifs, africanisation - Mesures fiscales diverses - Actions dans le domaine de l'information (statistiques) Etc. Etc.

2 - PRESENTATION DES RESULTATS D'ENQUETE DANS UNE COMPTABILITE NATIONALE

Qu'apportent au juste les enquêtes sur la fonction commerciale aux comptes nationaux, et par leur intermédiaire, aux planificateurs ou aux responsables de la politique économique ?

La réponse n'est guère douteuse. Ce que toute comptabilité nationale se préoccupe de mesurer, c'est la production finale, ou total des valeurs ajoutées par les producteurs d'un pays. Parmi ces valeurs ajoutées, il faut bien entendu compter celles qui résultent des activités de distribution. Pratiquement, il s'agit d'ajouter des marges commerciales aux ressources produites par chaque branche, de manière à égaliser les emplois (chiffrés à la valeur des achats, donc incluant les marges) et les ressources. On arrive de la sorte à l'égalité :

Production aux prix inté- rieurs à la production	+ Importations	+ Marges commerciales sur Prod. & Import.	+ Prises sur Stocks	= Total des Ressources en Bases & Sces	= Total des Emplois (C.I. et Emplois finals)
---	----------------	--	---------------------------	---	---

Pour aboutir à ce résultat, et si l'information manque, on peut théoriquement se contenter de "retrouver" les marges commerciales par différence : elles correspondront à l'intervalle entre des prix à la consommation observés sur les marchés, etc., et des prix à la production plus ou moins reconstitués...

En fait, on cherche à utiliser l'information disponible, et c'est en principe celle que devraient fournir les enquêtes. Qu'en est-il en réalité ?

L'expérience prouve que les enquêtes apportent effectivement des données intéressantes, mais aussi qu'elles remettent en cause dans une certaine mesure les cadres abstraits et globaux adoptés par les comptes nationaux.

On peut être assez bref sur l'utilisation des enquêtes par la comptabilité nationale.

D'une façon générale, l'information quantitative fournie par les enquêtes satisfait mal les besoins des comptables : elle est trop détaillée à certains points de vue, insuffisante à d'autres (elle laisse souvent de côté certains aspects que le comptable, tenu de décrire toute l'économie, voudrait connaître au moins approximativement). Le problème est toujours de simplifier et d'agréger des données très disparates (exemple : marges moyennes...). Il faut pour cela trouver un compromis entre les tendances globalisantes de la C.N. et la nécessité de ne pas occulter des structures significatives pour l'analyse économique et pour l'intervention pratique.

Donnons quelques exemples des problèmes qui se posent le plus fréquemment.

En matière de quantités commercialisées, on constate que :

- les enquêtes commerciales adoptent souvent comme cadrage un espace économique (une zone d'échanges) recouvrant plusieurs fractions de territoires nationaux. Ex. Bassin Tchadien, vallées de fleuves, etc. Comme la C.N. tient à respecter une distinction (quelquefois artificielle) entre commerce intérieur et extérieur, elle peut avoir des difficultés à ventiler les résultats quantitatifs des enquêtes.
- par réalisme, et pour limiter les coûts, les enquêtes peuvent ne s'intéresser qu'à la partie effectivement commercialisée de la production (la seule mesurable). La C.N. voudrait connaître les quantités produites, et ose parfois les "retrouver" grâce à des coefficients discutables : taux d'auto-consommation, coefficient de transformation du produit, etc.

- les enquêtes mettent l'accent sur la variété des produits à l'intérieur de catégories que la C.N. voudrait plus globales (elle éprouve donc parfois des difficultés de regroupement).

En ce qui concerne les marges, les enquêtes ne tentent pas de chiffrer ce qui ne peut être chiffré, par exemple les coûts non-monnaïres de la commercialisation directe (ventes effectuées sans intermédiaire par un producteur à un consommateur). On arrive alors à une sous-estimation globale importante des coûts de la distribution. Le concept de marge lui-même recouvre des réalités, dont l'hétérogénéité, même si elle est mise en lumière par les enquêtes, n'est pas suffisamment reconnue par la comptabilité nationale. Les comparaisons entre marges "modernes" et marges "traditionnelles", par exemple, sont faussées si l'on oublie que les services fournis par les distributeurs de type "traditionnel" sont très différents de ceux du commerce "moderne". Enfin le passage des enquêtes de terrain à la comptabilité nationale ne se fait pas toujours dans les meilleures conditions lorsqu'on essaye de croiser les agents bénéficiaires des marges et les emplois de ces marges. Il faut en effet pour cela une typologie significative - donc adaptée à chaque pays - des agents de la distribution (par nationalité, par groupe ethnique, par degré de spécialisation, etc). Ce type d'analyse est pourtant essentiel, puisqu'il porte sur le rôle du commerce comme initiateur à long terme d'une accumulation productive.

Les observations de prix sont toujours un point fort des enquêtes sur la fonction commerciale. Là encore, de nombreuses difficultés surgissent quand il s'agit d'introduire les données recueillies dans une comptabilité nationale. Comment par exemple tenir compte de l'hétérogénéité intrinsèque de prix observés à différents stades d'un circuit qui réunit des systèmes de production eux-mêmes hétérogènes ? Le "prix-producteur", bien souvent, n'est qu'un prix d'offre et de demande manifestant des variations atypiques parce que les quantités commercialisées sont résiduelles. Le coût de production intervient dans la suite du circuit, mais associé à des marges nettes qui peuvent refléter des rentes de situation ou l'effet de la spéculation. Tout cela se prête assez mal à la constitution d'agrégats.

3 - REMISE EN CAUSE PAR LES ENQUETES DES CADRES DE LA COMPTABILITE
NATIONALE.

Les enquêtes sur la fonction commerciale dépassent leur objet parce que, s'intéressant aux échanges (c'est-à-dire à des flux qui relèvent la structure économique), elles constituent une technique d'observation privilégiée. Elles mettent en évidence un espace économique différencié, des groupes sociaux en affrontement, une économie hétérogène fondée sur la coexistence de systèmes économiques différents. Tout ceci remet en cause les simplifications déformatrices (parce qu'unitaires) de la C.N.

3.1. Espaces économiques différenciés.

La C.N. connaît les distinctions intérieur/extérieur, ou national/étranger. Les enquêtes font apparaître :

- Dans le cadre national, des espaces dont le poids économique diffère, soit en valeur absolue (dotations, production annuelle), soit en valeur relative (équilibre population/ressources). Les possibilités d'accroissement et/ou de déplacement des populations, des facteurs de production et des produits finis apparaissent très variables selon les lieux et les itinéraires. La fluidité économique est imparfaite.

Plus qu'à une C.N., c'est logiquement à des comptes régionaux que devraient mener les enquêtes sur la fonction commerciale, à condition qu'elles soient complétées par des recherches sur les circuits de financement et d'investissement.

- Au delà du cadre national, les enquêtes font apparaître des ensembles pluri-nationaux dont la cohésion est très forte (échanges non contrôlés) ; elles donnent à penser parfois que le découpage officiel sur lequel se fonde la C.N. ne correspond pas à la réalité économique. Comme l'a écrit B. Vinay dans son ouvrage L'Afrique commerce avec l'Afrique : "L'Afrique souterraine a déjà organisé son marché commun".

3.2. Groupes sociaux.

Ce ne sont pas les catégories de la C.N. (entreprises, ménages, administrations...), mais des groupes qui génèrent dont l'affrontement ou la collaboration est de nature à la fois politique et économique : expatriés et autochtones, groupes ethniques, etc. Le rôle clé de ces groupes est souvent mis en lumière par les enquêtes sur la fonction commerciale, mais la C.N. est peu adaptée à ce genre de constatations.

3.3. Economie hétérogène.

La C.N. fait état de secteurs moderne et traditionnel, ou organisé et non-organisé. Remontant des flux aux systèmes, les enquêtes sur la fonction commerciale font apparaître deux niveaux de différenciation :

3.3.1. A un premier niveau, on repère deux secteurs placés à un moment différent de l'évolution économique, ou plutôt évoluant selon une logique économique et sociale différente :

- Un commerce (et un secteur sous-jacent) autochtone, avec des agents peu spécialisés, portant surtout sur les produits vivriers, se déployant dans un cadre purement africain. Exemple : céréales, ignames, poisson, cola, bétail, etc. (L'importance économique de ce commerce est souvent sous-estimée).
- Un commerce contrôlé encore assez souvent par des expatriés, prolonge des flux d'importation, ou qui est le fait de firmes étrangères enclavées : tissus, émaillés, chaussures, sucre, bicyclettes, etc. A cela se rattache le commerce des produits agricoles exportés.

On pourrait presque dire que cette distinction recoupe celle qu'on pouvait faire, à une époque antérieure, entre les échanges intérieurs spontanés et les circuits de traite. D'un côté : spécialisation naissante, apparition de la division du travail ; de l'autre : prélèvement asymétrique opéré par une économie étrangère dominante. Ces deux secteurs ont toujours été en contact. Exemple : autrefois, la pratique du "Goldcoasting" ; aujourd'hui, les raccordements entre circuits "modernes" et "traditionnel" (commerce du poisson de mer congelé en Afrique de l'Ouest). Aujourd'hui, la différenciation s'estompe puisqu'apparaissent des industries nationales et des circuits économiques bouclés dans le cadre national.

3.3.2. A un second niveau, et à l'intérieur des échanges qualifiés de traditionnels (ou autochtones), on repère une différenciation qui traduit, même à l'époque coloniale, une évolution déjà complexe de l'économie locale : échanges diffus et à courte distance liés à des systèmes économiques anciens, échanges à longue distance reflétant une division du travail déjà accentuée. Cf. Distinction entre small trade et big trade en Sierra Leone, entre commerces des haricots et des ignames en Nigéria du Sud, entre commerces du mil et du poisson dans le nord du Cameroun, etc.

En combinant des deux niveaux de différenciation, on aboutit à une distinction tripartite qui, malgré son caractère schématique, offre certains avantages : secteur d'autoconsommation (avec échanges résiduels), secteur "moderne" rapporté. Ces trois secteurs communiquent, mais se rattachent à des systèmes économiques différents. Fondre des systèmes de ce genre dans le cadre d'une C.N. unique risque de masquer des phénomènes essentiels.

En fin de compte, les enquêtes sur la fonction commerciale, outre l'information qu'elles apportent sur les problèmes commerciaux stricto sensu (par exemples les marges), montrent dans quelle mesure l'économie d'un pays moins développé commence à s'autocentrer, grâce à des échanges noués dans le cadre national. Les problèmes intéressants sont alors :

- la typologie de ces échanges intérieurs, considérés comme révélateurs de la structure encore hétérogène de l'économie ;
- tout ce qui concerne les points de raccordement entre systèmes économiques différents.

Ce sont les renseignements sur ces points capitaux qu'il faudrait arriver à traduire dans la C.N. L'incertitude actuelle vient peut-être du fait qu'on voit dans les enquêtes simplement un moyen de remplir les cadres préétablis fournis par une C.N. passe-partout, alors que ces enquêtes offrent d'abord et surtout le moyen d'adapter les cadres et les nomenclatures de la C.N. aux réalités à décrire et à modifier.

4 - SERVICES RENDUS AUX ENQUETES PAR LA COMPTABILITE NATIONALE

Les relations entre enquêtes sur la fonction commerciale et comptabilité nationale ne jouent pas dans un seul sens. Si les enquêtes alimentent la comptabilité nationale, l'existence d'une bonne comptabilité est très précieuse pour l'étude d'un problème commercial donné.

4.1. En statique, c'est-à-dire à un moment donné, on prend vite conscience du fait qu'une étude à objectif limité, quelle qu'elle soit, est toujours plus fructueuse si on peut la situer dans un cadre global où viennent se ranger des données de tout ordre. La C.N. offre ce cadre. Elle seule permet de garder ou d'acquérir le sens des proportions, pour saisir correctement l'ensemble et le détail des liaisons entre flux physiques et monétaires.

L'expérience montre qu'on est fort embarrassé lorsqu'on ne dispose pas d'une image - même approximative - :

- des relations entre le développement des diverses branches (comptes de production par branches) ;
- du niveau de vie de la population (distribution des revenus) ;
- des flux financiers ;
- des relations avec l'extérieur.

Les informations sur ces divers points gagnent toujours à être placées dans un même cadre, où leur rapprochement les valorise automatiquement ; l'insertion dans un cadre unique fait apparaître les zones d'ignorance et stimule la recherche.

Si l'on ne dispose pas de cette image globale, deux dangers sont à craindre :

- le chercheur qui veut rester économiste aura la tentation, sinon de tout faire, du moins d'étendre démesurément le champ de ses recherches. S'occupant de la fonction commerciale intérieure, il étudiera aussi la production, la consommation, le commerce extérieur, l'influence de la monnaie, etc. Les délais de la recherche s'étendent alors en conséquence.
- le chercheur moins attiré par l'économie stricto sensu aura tendance à se tourner vers les aspects descriptifs (cartographie, géographie des flux commerciaux), vers l'ethnographie, la technologie, la sociologie (étude biographique de la carrière de commerçants...). Sujets intéressants voire pittoresques mais qui n'éclairent pas suffisamment les grandes questions économiques relatives au développement.

4.2. Dans des pays où l'impératif premier est celui de la croissance, toute bonne étude du commerce mettra l'accent sur la dynamique et la prospective. D'où la nécessité de replacer les phénomènes observés, si restreints soient-ils, dans un processus continu d'ajustement entre production et population, c'est-à-dire de disposer d'une série chronologique de comptabilités nationales.

x

x x

Concluons par une mise en garde. Il n'est pas question de choisir dramatiquement entre des comptabilités nationales conformes à un modèle unique et permettant des comparaisons internationales, et des comptabilités nationales adaptées aux réalités et aux besoins locaux. Il faudra rechercher un prudent compromis, c'est-à-dire conserver un cadre général et rigoureux, en sachant l'assouplir si besoin est. Plutôt qu'à des virtuoses de la technique, c'est à des réalistes osant faire parfois preuve de naïveté que devrait être confiée cette tâche difficile.

x

x x

Bibliographie sommaire

1/ Ouvrages théoriques et généraux

J.C. Abbott, Les Problèmes de la Commercialisation et leurs solutions, Rome, FAO, 1958, 321 p.

J.C. Abbott (avec la collaboration d'autres auteurs), La Commercialisation, son rôle dans l'accroissement de la productivité, Rome, FAO, 1962, 142 p.

P. Avril, Théorie sommaire de la distribution des biens de consommation, Revue Consommation, N° 1, 1962, pp. 85-122

F. Nepveu-Nivelle, La distribution des produits, Structures et Méthodes, Paris, Dunod économie, 1970, 111 p.

Dappe et Delange, Traitement des commerces et des transports dans les tableaux d'échanges interindustriels, Etudes de comptabilité nationale, N° 3, Paris, Imprimerie Nationale, 1962

Xème Séminaire Africain de Freetown (déc. 1969). Le développement du commerce et des marchés africains en Afrique de l'Ouest, Londres, Oxford University Press, 1971, 444 p.

P. Bohannon et G. Dalton, Markets in Africa, Northwestern University Press, Evanston, Illinois, 1962, 762 p.

W.O. Jones, Marketing Staple Food Crops in Tropical Africa, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 1972, 293 p.

2/ Sélection de monographies

- S. Amin, Les milieux d'affaires sénégalais, Paris, Editions de Minuit, 1968
- B. Vinay, L'Afrique commerce avec l'Afrique, Paris, PUF, 1968, 214 p.
- Cl. Rivière, Les conséquences de la réorganisation des circuits commerciaux en Guinée, Revue française d'études politiques africaines, N° 66, juin 1971, pp. 74-96
- P. Byé et Y. Le Moal, Commercialisation et diffusion des produits alimentaires importés, Institut d'Etudes Economiques Appliquées (ISEA), Dakar, janvier 1966, ronéo, 73 p.
- Nombreuses études de la SEDES, par exemple : L'approvisionnement des villes dans les pays francophones d'Afrique, 5 rapports ronéo-typés, déc. 1972 (Ouagadougou et Bamako).
- SCET-Coopération, Y. Lagoin et G. Salmon, 2 séries de rapports : Etude technique et économique comparée de la distribution du poisson de mer dans les pays de l'Ouest Africain (SCET, Paris, Oct. 1967), et Etude dans les pays de l'Afrique Centrale Atlantique (SCET, Paris, déc. 1970).
- Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM), nombreuses études, par exemple :
- P. Castella, Ville de Bouaké 1969, Résultats d'enquête. Comptes économiques de la ville, ORSTOM, Centre de Petit-Bassam (Côte d'Ivoire) Sc. Humaines, vol. IV, N° 5, 1971, (ronéo).
- Ph. COUTY, Le commerce du poisson dans le Nord-Cameroun, Mémoires ORSTOM, N° 5, Paris, 1964, 225 p.
- Ph. COUTY, Notes sur la production et le commerce du mil dans le département du Diamaré (Nord-Cameroun), Cahiers ORSTOM, vol. II, 4, Paris, 1965, pp. 3-39.
- Ph. COUTY et P. DURAN, Le commerce du poisson au Tchad, Mémoires ORSTOM N° 23, Paris 1968, 252p.
- H. Fréchou, L'élevage et le commerce du bétail dans le Nord du Cameroun, Cahiers ORSTOM, vol. III, 2, 1965, Paris, 125 p.
- Lê-Chau, Le commerce dans la région de Bouaké (Côte d'Ivoire). Une étude économique du commerce régional et inter-régional dans l'Ouest Africain, Cahiers ORSTOM, vol. III, 3, 1966, pp. 1-104.
- M. VERNIERE, Anyama - étude de la population et du commerce colatier, Cahiers ORSTOM, VI, 1, 1969, pp. 83-112.